
A propos du rôle de l'élite portugaise dans la vie associative

Timothée JOBERT *

Au sein de l'immigration portugaise, une élite de jeunes issus des classes moyennes urbaines, arrivée dans les années 60, a joué un rôle important dans la dynamique communautaire locale. Lutte contre le salazarisme et les guerres coloniales, organisation de réseaux de désertion, encadrement de l'immigration, en appui sur le parti communiste, les mouvements d'extrême gauche et les associations locales. Tout cela s'est joué dans l'agglomération grenobloise...

Le rôle des élites portugaises dans le mouvement associatif portugais de l'agglomération grenobloise constitue à bien des égards une histoire intéressante. Si quelques individus se sont installés dès l'entre-deux guerres et ont amorcé la dynamique migratoire en servant d'intermédiaire entre un certain nombre d'entrepreneurs (Lucius, Reydel, Pascal, Neyrpic...) et des villages portugais, l'émergence de cette immigration dans la région grenobloise ne débute pas avant les années soixante. Sa massification s'opère sur un très bref délai, entre 1970 et 1976. Lors du recensement de 1975, le premier où la mention portugais apparaît, ils représentent plus de 10 % de la population étrangère, soit 5000 personnes, essentiellement concentrés dans les communes de la périphérie sud de l'agglomération, en particulier Saint Martin d'Hères, Echirolles, Pont de Claix et Fontaine. Dans son ensemble, sa composition sociologique et les formes qu'elle prend ne dépassent pas de ce que l'on peut observer au niveau national : une majorité d'hommes dans un premier temps, en corrélation avec le projet familial qui présidait au choix d'émigrer, originaires la plupart de ces régions du nord du Portugal caractérisées par la généralisation de la micro-exploitation agricole. Comme ailleurs, les chocs pétroliers de 1973-1974, qui marquent la fin des « Trente Glorieuses » et inaugurent un blocage des flux migratoires, aboutissent à un rééquilibrage sexuel et générationnel de cette immigration par regroupement familial. Désormais des Portugais étaient installés de façon durable à Grenoble, et cela malgré un projet de retour toujours vivace.

Une émigration anti-colonialiste

Le tableau ainsi dressé n'est pas surprenant... A y regarder de plus près pourtant, il semblerait, selon un

* *Doctorant en Histoire, Grenoble*

certain nombre de témoins, que la ville de Grenoble ait recelé une particularité qui n'est pas sans incidence concernant l'histoire qui nous intéresse : il s'agit de la place conséquente occupée par une immigration de jeunes issus d'une petite et moyenne bourgeoisie urbaine. Comment peut-on l'expliquer ? La réponse doit être scindée en deux : au Portugal, la guerre coloniale a jeté dans la rébellion et l'exil des milliers de jeunes qui ne souhaitent pas sacrifier quatre ou cinq années de leur existence pour une guerre dont ils ne percevaient pas la légitimité. De l'autre côté, Grenoble offrait l'image d'une ville accueillante, dynamique et étudiante.

Lorsque ces premiers jeunes arrivent au milieu des années 1960, existent déjà deux structures communautaires : une cellule portugaise au sein d'une section du Parti communiste et une véritable association, qui, malgré l'absence de lien organique avec le Parti, n'en demeure pas moins dépendante à la fois sur le plan matériel et sur le plan moral. Nombres de jeunes déserteurs portugais vont commencer leurs parcours militant en France en intégrant l'une de ces deux structures. Mais assez rapidement, les conflits vont se multiplier en son sein qui conduisent progressivement ces jeunes à mettre en place de nouvelles structures, plus à même de répondre à leurs aspirations. Ce rejet procède largement de leur trajectoire au sein de la société française. Baignant dans les milieux étudiants, ils s'imprègnent peu à peu de ce désir d'affirmer une identité et une culture qui leur soient propres. Ce mouvement d'autonomisation de la jeunesse, commun à l'ensemble des pays occidentaux, les amène à se tourner vers des options politiques radicales. Et cela d'autant plus que le P.C. développe au même moment une analyse du passage au socialisme par étapes, et qu'il ne se déclarera pas avant 1971 officiellement solidaire de la lutte contre Salazar... Dans la mesure où ces jeunes avaient dû fuir un pays où sévissait un régime dictatorial, il coule de source que des jeunes ne pouvaient qu'avoir plus d'accointance avec une ère politique qui prônait une solution radicale de la conquête du pouvoir. Comme le résume parfaitement un témoin de l'époque : « *le premier milieu où je m'organise, c'est le parti communiste (...)* Plus ça allait, plus je rentrais en contact avec la vie française donc plus j'étais proche des milieux gauchistes en 68 plutôt que du « Vieux »... C'est comme ça qu'on appelait le PC à l'époque (...). Etant étudiant et ayant refusé de faire l'armée, je me suis vite fait aborder par ces gens là (des étudiants gauchistes) et donc je me suis organisé

avec eux... et à partir de ce moment là, on a commencé à faire des petites choses ».

La rupture de ces jeunes portugais avec les structures du Parti est consommée fin 1967-début 1968. Aussitôt sortis, ils se rassemblent dans un groupe informel, composé de 5-6 membres, qui s'inscrit à l'intersection de plusieurs réseaux. Les événements de « Mai 1968 », qui symbolisent la redécouverte de la voie insurrectionnelle de la conquête du pouvoir, les amènent à recentrer leur militantisme sur le Portugal. C'est ainsi qu'ils intègrent une organisation récemment fondée à Paris par des dissidents du Parti communiste, « O Communist », dont ils constituent une sorte de relais locale. « O Communist » n'étant pas implantée au Portugal, leur capacité de projection dans un avenir révolutionnaire était considérablement réduite. Ils saisissent l'opportunité de rompre leur isolement, lorsqu'ils sont sollicités durant l'année 1969-1970 par une organisation clandestine, « O Grito do Povo », qui cherchait des appuis hors du Portugal et ils décident alors de fusionner avec elle. Ils forment désormais une direction extérieure de « O Grito do Povo », conçue comme une « base arrière » chargée d'apporter un soutien logistique à ceux de l'intérieur. Dynamisés par cette nouvelle responsabilité, les étudiants portugais vont progressivement encadrer, entre 1970 et 1972, l'immigration portugaise locale à travers un tissu de structures qu'ils ont soit créées, soit récupérées à leur profit.

Militantisme tout azimuth

Durant ces deux années, ils mettent en place deux types d'activités : les unes légales, les autres officieuses et clandestines. La première de ces organisations clandestines est fondée en 1970 : il s'agit d'un Comité de Déserteurs. La nature de ce comité correspondait à une nécessité pour « O Grito do Povo » dans la mesure où si elle prônait la désertion, il lui fallait pouvoir donner aux jeunes conscrits les moyens de passer à l'acte. De ce fait, il était impératif d'organiser une filière d'immigration et cela passait notamment par l'existence d'un point de chute en France où ces jeunes pouvaient être pris en main.

D'un autre côté, un membre du comité est embauché au sein d'un organisme d'aide aux immigrés créé la même année. Le tremplin est de taille : « *Pour nous (...)* c'était quelque chose de colossal parce que ça

nous permettait de passer de façon reconnue (...). Comme ça beaucoup de gens qu'on ne connaissait pas venaient nous voir à la permanence. Et on faisait beaucoup de travail style social, pour les immigrés ».

Il semblerait que l'écho rencontré grâce à tout ce travail les ait incité à créer une structure associative légale : le 25 juin 1971 est fondé l'Association Franco-Portugaise de Grenoble » (AFP). Cette association, qui rencontre rapidement un vif succès, propose de nombreuses activités à caractères ludiques, notamment des rencontres de football et des fêtes qui ont pu réunir jusqu'à 400 personnes. Si le but premier était d'accroître l'audience de l'association, l'ensemble de ces activités visait aussi à offrir un minimum de formation politique : il s'agissait de montrer aux travailleurs, où se situaient leurs intérêts « naturels », leurs intérêts de classe.

Dans le même temps, ils élaborent un mensuel, « O Alarm ! ». Ce journal joue un rôle fédérateur vis-à-vis des différents Comités de Déserteurs répartis un peu partout en Europe. A l'échelle locale, il contribue surtout à « conquérir » les portugais issus de l'immigration économique. L'ensemble de ces structures qui sont mises en réseau par « O Grito do Povo », ainsi que le travail fourni par les jeunes portugais, permet de « contrôler » cette immigration, du moins au niveau de son expression collective. A partir de 1972, le Parti a perdu toute emprise sur elle aux profits des jeunes d'extrême gauche. La cellule portugaise est dissoute tandis que l'AOP est noyautée.

L'objectif de ces jeunes militants était donc clairement double : il fallait d'une part « *préparer la lutte pour renverser le régime fasciste de l'époque et finir la guerre (coloniale) sur des bases violentes (...)* ». Ces jeunes portugais entendaient d'autre part mobiliser leur communauté sur les problèmes des conditions de travail, sur la politique de l'immigration du gouvernement Pompidou, en particulier les circulaires Fontanet (23 février 1972) et Marcellin, ainsi que, mais plus secondairement, sur la condition féminine et les questions d'insalubrité des logements dans lesquels vivaient les immigrés.

Au total, jusque 1974, on retiendra que la mise en place de structures communautaires portugaises procède essentiellement à Grenoble des considérations politiques de jeunes portugais, issus de la bourgeoisie urbaine, socialisés dans les milieux estudiantins de la

fin des années soixante. Ce que résume parfaitement un acteur de premier plan de l'époque : « *c'était l'activité de la population portugaise qui nous permettait d'alimenter les activités plus politiques* ». On se trouve bien loin de tout associationnisme spontané, ou des modèles mécanistes qui servent à présenter, à la suite des travaux d'Abdalamek Sayad sur l'immigration algérienne (1), la constitution de structures communautaires portugaises.

La recomposition du mouvement associatif

Le 25 avril 1974, une insurrection est lancée au Portugal au signal de la chanson « *grandôla vila morena* », de J. Afonso, chanteur réprouvé par le régime. Le coup d'Etat sonne le glas du régime inauguré cinquante années plus tôt par Salazar. Cette Révolution des Oeillets rompt la dynamique associative locale : dans les jours et les semaines qui suivent le 25 avril, les cadres dirigeants de « O Grito do Povo » quittent la France pour aller mener directement la lutte au Portugal et tenter de conquérir le pouvoir. Du même coup c'est toute l'organisation en réseau qu'ils avaient patiemment construite à Grenoble qui se trouve de fait dissoute.

Le mouvement associatif portugais se recompose alors autour de deux pôles concurrents, qui reproduit le clivage de la scène politique portugaise entre le P.C. et le P.S.. Au premier, le Parti Communiste qui n'en attendait pas tant pour reprendre la main : ce départ précipité lui permet de réaffirmer son autorité. Dès le 7 juin est renouvelée la filiation de l'Association des Originaires du Portugal (AOP) au Parti, à travers une soirée présidée très symboliquement par le maire d'une commune de l'agglomération et le secrétaire de la section du P.C.F.. Les objectifs fixés sont multiples : le Parti tente d'assurer sa prééminence dans l'agglomération mais aussi, parce que les conflits au Portugal sont alors transposés dans le cadre grenoblois, d'affirmer la légitimité de la conquête du pouvoir (auquel on aspirait et qu'on prévoyait) par le P.C.P.. A cette fin, il fallait drainer le plus grand nombre d'immigrés portugais possible et donner à voir sa capacité de mobilisation. Ainsi l'association développe-t-elle une stratégie de proximité avec les masses laborieuses, qui se trouve mise en œuvre à travers une aide aux travailleurs portugais dans leurs rapports avec les administrations française et portugaise, à la manière des

militants de « O Grito do Povo », mais aussi par l'organisation d'activités de loisir (week-end à la campagne, fêtes...etc).

Le deuxième pôle est formé de multiples groupuscules d'extrême gauche, qui fleurissent dans l'effervescence née de la chute de Caetano : « Comité Portugais de Villeneuve », « le Groupe d'Appui au Peuple Uni »...etc Parmi ceux-ci, le « Groupe de Travail Politique » (appelé publiquement Groupe des Travailleurs Portugais) émerge nettement, dans la mesure où il prolonge le travail effectué par « O Grito do Povo » et qu'il réussit à fédérer l'ensemble des groupuscules de l'ère révolutionnaire. Ils parviennent ainsi à devenir les véritables gestionnaires de l'AFPG, par delà une direction aux mains de français (ces prête-noms offrent la possibilité de contourner une législation frappée du sceau de la suspicion à l'égard des groupes institués d'étrangers : cette exception à la liberté d'association sera abrogée en 1981). Cela leur permet de toucher la population portugaise à travers des activités festives mais aussi leur donnait accès à toute une série de biens matériels et financiers dans le cadre des subventions aux associations. Les réseaux interpersonnels tissés dans les milieux estudiantins des années 68 constituent d'utiles relais. Ils peuvent de la sorte compter sur des soutiens au sein des municipalités dans des institutions à destination de l'immigration, au Campus de Saint Martin d'Hères... et jusque dans l'Eglise catholique : un aumônier aux idées progressistes entre à l'orée de 1975 dans le groupe... Si « O Grito do Povo » s'était impliqué dans les différents combats pour l'amélioration des conditions de vie en France des portugais, son successeur était entièrement focalisé sur le Portugal, ce dont témoigne la plate-forme de programme : *« nous affirmons que le GTP n'a pas l'intention d'interférer dans les luttes politiques françaises »*. De la même façon, le maoïsme de la période pré-révolutionnaire avait cédé le pas à une idéologie proche de la théologie de la libération. Le partage de la terre et la mise en place de coopératives agricoles, le thème centrale de leurs « séances d'éclaircissements », répondait indéniablement aux caractéristiques sociologiques des portugais de la région grenobloise : *« La terre, les coopératives, c'est quelque chose auquel on ne peut pas rester indifférent, c'est quelque chose qui leur parlait... Les conditions de travail au Portugal ils parlaient et c'est justement en mobilisant ces ressentis qu'on pouvait parler d'autre chose, en mobilisant cette façon de ressentir « chaire à travail » »*.

L'émergence d'un nouveau type d'association

A partir de 1978, la donne change : l'Etat portugais, au main de socio-démocrates depuis 1976, s'est doté d'institutions stables et définitives... Il n'y a visiblement plus de Cause à défendre : *« c'était la fin de l'élan du groupe, il n'y avait plus d'enthousiasme parce que ça bougeait plus au Portugal »*. La désillusion qui pointe alors, conduit les militants portugais à se détourner progressivement des structures communautaires qu'ils avaient mis en place, généralement pour s'engager vers des associations françaises de type caritatives ou vers des associations défendant des valeurs universelles comme « Amnesty Internationale » ou la « Ligue des Droits de l'Homme », signe de leur définitive intégration. La conséquence essentielle de cette fuite des élites de l'immigration portugaise a résidé dans le désencadrement de la population portugaise. L'impact de ce phénomène a été double : d'une part il a favorisé l'émiettement associatif qui s'observe entre 1978-1982, et d'autre part il a, dans une large mesure, permis l'émergence d'un « nou-



veau » type d'association caractérisé par sa vocation culturelle.

Cette évolution vers le culturel s'est essentiellement réalisée à travers une sélection des ressources dont pouvaient disposer les associations pendant la période précédente. Par ailleurs, elle se traduit par une ou deux attitudes distinctes : d'une part les immigrés économiques ont clairement affirmé leur volonté de refouler cette dimension politique qui avait toujours primé dans l'espace associatif communautaire pour promouvoir une culture populaire, rurale, susceptible de rompre avec le sentiment de déracinement qu'induisait une installation durable.

Les associations devaient, de surcroît, offrir un cadre permettant de transmettre à leurs enfants socialisés en France « leur culture », par-là capable de perpétuer le mythe d'un retour possible au pays. Cette perspective les amène à développer des activités à usage essentiellement interne, comme les danses folkloriques, les repas de fêtes : loin de continuer à se tourner vers la société française ces associations, fonctionnent désormais comme des lieux de ressourcement identitaire. Encore faut-il ne pas se tromper : par-delà le rejet par les dirigeants de toute idée de n'exprimer qu'une identité particulariste du Portugal, il apparaît nettement que ceux-ci ont pratiquement fait la promotion de la culture de leur « aldeia » (district). Un dirigeant le raconte crûment : « *Les autres associations font une promotion de leur identité, de l'identité de leur région mais pas de l'identité de... ils ne représentent pas l'identité nationale* ».

Cela explique largement, plus encore que le réinvestissement en direction de la France du projet de promotion sociale à travers les associations d'un certain nombre de portugais ou les conflits idéologiques hérités des années 1970, la multiplication des structures associatives. En se cantonnant aux structures répondant aux critères de la loi de 1901, on passe de 3 associations en 1977 à 13 en 1984 !

Ce retour sur l'entre-soi, qui participe de la stratégie d'invisibilisation observée plus largement au niveau national ne pouvait évidemment pas satisfaire une élite portugaise militante : celle-ci cherche bien à développer des actions de diffusion de la culture portugaise en France, mais ces actions se heurtent à l'indifférence des immigrés portugais pour la « haute culture » portugaise, celle de Camões ou de Pessoa. Le

travail de type politique, malgré quelques mobilisations réussies notamment sur les cours de langues, constitue globalement un échec, un échec qui tient « *essentiellement dans la difficulté de langage pour faire le passage entre deux mondes différents* ». L'utopie d'une avant-garde du prolétariat composée d'intellectuels chargés de dégager à l'intention des non-éclairés leurs propres intérêts semble si loin. Le poids du décalage social se transforme parfois en conflits ouverts avec les nouveaux cadres dirigeants des associations issus de l'immigration économique : découragement, perte des illusions dans l'éducation populaire et réinvestissement vers une autre forme de militantisme, l'ensemble joue qui conduit cette élite à abandonner les structures qu'ils avaient fondées...

Désormais les associations assureront « une gestion de cabotage » très peu ouverte sur l'extérieur. Véritables espaces de « saudadisme », elles seront portées à bout de bras par quelques individus qui ont acquis des compétences dans cette gestion au contact des élites portugaises dans les années 1970. Cette situation pose depuis les années 1990 le problème de leur pérennité. En effet, les jeunes de la deuxième et de la troisième génération, socialisés dans un milieu urbain français, ne se retrouvent que difficilement dans ces conservatoires d'une identité rurale traditionnelle. La question du renouvellement des cadres, si elle demeure d'actualité pour la plupart des structures, semble avoir trouvée deux réponses : les associations de football communautaires, parce qu'elles s'inscrivent facilement dans une culture urbaine tout en offrant des possibilités d'échange intergénérationnel, en est une.

L'autre réponse réside dans la mise en place d'une Maison de la Culture Portugaise sous l'impulsion d'une salariée portugaise d'une association d'aide aux immigrés. Cette structure fondée par une élite intégrée, renoue avec les projets des années 1980 : promotion en direction de la société française de la culture portugaise, sensibilité sociale et travail pour transmettre aux nouvelles générations leur culture d'origine notamment à travers des cours de langue. Une réponse donc en terme de retour aux sources. Pour plus de succès ?

(1) Cf. Les trois âges de l'émigration algérienne, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977.